

Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

pour les droits de l'homme (Ran-HAM). Le Canada et l'Indonésie tiennent des consultations bilatérales annuelles sur les droits de l'homme afin de partager des informations, d'exprimer des préoccupations et d'envisager des domaines de coopération possibles. Le gouvernement soutient en outre plusieurs organisations non gouvernementales canadiennes qui oeuvrent pour la défense des droits de l'homme et le renforcement des capacités en Asie du Sud-Est.

RECOMMANDATION 28

Le gouvernement du Canada devrait continuer de renforcer sa coopération bilatérale avec l'Indonésie dans les domaines de la démocratie et de la gouvernance, de soutenir les groupes de la société civile qui contribuent à réduire les tensions ethniques et autres et d'appuyer la réforme de l'éducation, se fondant en cela sur le modèle exemplaire des programmes de l'Université McGill.

Le Canada et l'Indonésie ont publié en juillet 2004 une Déclaration ministérielle conjointe exposant les principaux domaines de coopération bilatérale future, dont la démocratie et la gouvernance. L'Indonésie continue d'entreprendre d'importantes réformes en vue de renforcer la gouvernance, ayant notamment mis en oeuvre des réformes constitutionnelles en vue de faciliter les élections présidentielles directes de 2004. L'aide canadienne au développement a appuyé un programme d'éducation des électeurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avant les élections afin d'encourager une participation des électeurs large et informée. Prenant appui sur les relations avec des fonctionnaires clés, des universitaires, des représentants du secteur privé et des décideurs indonésiens, le Canada a organisé en octobre 2004 un symposium afin d'examiner les relations bilatérales et le partenariat avec la nouvelle administration de l'Indonésie. Le professeur Azyumardi Azra, recteur de l'Université Islam Negeri et membre du Comité directeur du réseau State Institutes of Islamic Studies (IAIN), de l'Université McGill, a participé au symposium en tant que conférencier principal. En outre, le gouvernement cherche à entamer avec l'Indonésie dans l'année qui vient un dialogue sur la politique étrangère. Ces initiatives contribuent au cadre pluridimensionnel du partenariat Canada-Indonésie, qui englobe la participation de la société civile. Le gouvernement engage régulièrement l'Indonésie à rechercher le règlement pacifique de conflits internes dans les enceintes bilatérales et multilatérales. Le gouvernement a souligné la nécessité de protéger les droits de l'homme dans les zones touchées par les conflits et a appuyé les programmes visant à accroître la sensibilisation locale à ces questions. Le Canada a accueilli avec satisfaction l'intention déclarée du nouveau gouvernement de l'Indonésie de chercher des solutions non militaires aux conflits à l'intérieur de ses frontières, et préconise des efforts supplémentaires en ce sens.

Les provinces indonésiennes d'Aceh et du nord du Sumatra ont été les plus durement touchées par le tsunami du 26 décembre, qui a ravagé l'Indonésie plus que tout autre pays. La province d'Aceh est depuis 29 ans le théâtre d'un conflit armé entre le Mouvement pour l'Aceh libre (GAM) et